



Réunion du Bureau du CCP de l'ONUSIDA

DATE : lundi 25 juillet 2022

HORAIRES : de 13 h 30 à 15 h 00 (heure de Genève)

LIEU : virtuel (Zoom)

Bureau du CCP : S.E. M. Rongvudhi Virabutr, Mme Parichart Chantcharas, M. Natee Vichitsorasatra, et Dr Cha-aim Pachanee représentant la Présidence du CCP (Thaïlande) ; M. Binod Mahanty représentant la Vice-présidence du CCP, Mme Claudia Böehm (Allemagne) ; Dr Ruth Marsha, et Dr Peace Mutuma représentant le Rapporteur du CCP (Kenya) ; Dr Chewe Luo représentant la Présidence du Comité des organismes coparrainants (COC) ; et M. Jumoke Patrick représentant la délégation des ONG du CCP.

Coprésidents de l'équipe de travail informelle multipartite (équipe de travail) sur la situation du financement de l'ONUSIDA : Mme Julia Martin et M. Mohamed Chakroun.

Rédacteur indépendant du rapport : M. Mike Isbell.

Secrétariat de l'ONUSIDA : M. Tim Martineau, directeur de la gestion ; M. Efraim Gomez, chef du personnel et coordinateur de l'accompagnement du secrétariat à l'équipe de travail ; M. Morten Ussing, directeur du département de la gouvernance et des affaires multilatérales ; Mme Samia Lounnas, conseillère principale en gouvernance ; Mme Inge Tack, conseillère principale en relations avec les bailleurs de fonds ; Mme Marie-Claude Julsaint, conseillère en relations avec les bailleurs de fonds ; et Mme Sara Amara, stagiaire en gouvernance.

ORDRE DU JOUR PROVISOIRE

- 1. Présentation et discussion des recommandations/options de l'équipe de travail informelle multipartite sur la situation du financement de l'ONUSIDA** : *Les coprésidents de l'équipe de travail présenteront et discuteront les recommandations/options de l'équipe de travail sur la situation actuelle du financement de l'ONUSIDA avec le Bureau.*
 - 2. Examen et finalisation des options/recommandations de l'équipe de travail informelle multipartite sur la situation du financement de l'ONUSIDA** : *Le Bureau procédera à des discussions, à un examen et à une finalisation pour soumettre au CCP les options/recommandations de l'équipe de travail informelle multipartite sur la situation actuelle du financement de l'ONUSIDA.*
 - 3. Questions diverses**
-

Remarques d'ouverture

Le Président a souhaité la bienvenue à tous les participants à la réunion du Bureau et a remercié les coprésidents de l'équipe de travail informelle multipartite sur la situation de financement de l'ONUSIDA (équipe de travail), Mme Julia Martin (États-Unis) et le Dr Mohamed Chakroun (Tunisie), de participer à cette réunion du Bureau pour présenter le résultat du travail de l'équipe sur la première phase de sa mission concernant les options/recommandations pour aider l'ONUSIDA à surmonter les difficultés liées à la situation/crise de financement actuelle, comme exigé par le CCP lors de sa 50e réunion en juin 2022, conformément à la décision 6.7. Le Président a également souhaité la bienvenue au rédacteur indépendant du rapport, M. Mike Isbell, qui a aidé et continuera d'aider l'équipe de travail et le Bureau dans la préparation de leurs rapports pour le CCP.

Comme expliqué dans l'ordre du jour provisoire reçu par les membres du Bureau, le Président a indiqué que la réunion commencera par une présentation des coprésidents de l'équipe de travail, sera suivie d'une séance de questions et de réponses sur les recommandations et les options proposées concernant la situation/crise de financement actuelle de l'ONUSIDA, puis le Bureau se réunira en séance à huis clos pour approuver et finaliser ces recommandations avant de les soumettre au CCP pour le 30 juillet 2022.

L'ordre du jour est adopté.

1. Présentation et discussion des recommandations/options de l'équipe de travail informelle multipartite sur la situation de financement de l'ONUSIDA

Le Président a invité les coprésidents de l'équipe de travail, Mme Julia Martin et M. Mohamed Chakroun, à présenter le résultat du travail de l'équipe. Les coprésidents ont présenté les recommandations de l'équipe de travail à l'aide d'une présentation PowerPoint. Ces recommandations sont disponibles à l'**annexe 1** et la présentation PowerPoint est disponible à l'**annexe 2**.

Le Dr Mohamed Chakroun a ensuite décrit brièvement le processus qui a permis de créer cette équipe de travail :

- 50e réunion du CCP en juin 2022 : il a été demandé au Bureau de convoquer en urgence une équipe de travail informelle composée de membres du CCP, d'observateurs, de coparrains, de la délégation des ONG du CCP et d'autres parties prenantes, afin d'étudier les options permettant de résoudre la crise actuelle du financement de l'ONUSIDA.
- Mandat approuvé par le Bureau : appel à candidatures, 18 membres sélectionnés, l'équipe de travail a tenu deux réunions virtuelles (le 15 juillet et le 21 juillet 2022), le résumé de la première réunion est disponible [ici \(en ligne\)](#).
- Ce premier rapport propose des options qui permettront de faire face à la crise actuelle de financement de l'ONUSIDA pour l'exercice 2022-2023.

Mme Julia Martin a ensuite présenté les différentes options possibles convenues par l'équipe de travail pour répondre à la crise actuelle de financement :

- **Première option** : il faut travailler sur les répercussions des fluctuations monétaires sur le financement du Programme commun.
- **Deuxième option** : il faut encourager le co-investissement dans le Fonds mondial et le Programme commun.
- **Troisième option** : il faut renforcer la solidarité et l'engagement du CCP.

Enfin, les coprésidents ont présenté les prochaines étapes du travail de l'équipe et les difficultés dans la mise en place des recommandations :

- L'équipe de travail tiendra deux réunions hybrides supplémentaires à l'automne, afin d'élaborer des recommandations pour la durabilité à plus long terme du Programme commun avant le Dialogue structuré sur le financement de l'ONUSIDA qui aura lieu en octobre 2022.
- L'équipe de travail continuera à discuter des différentes options abordées lors des deux premières réunions qui ont été jugées prometteuses, mais pas assez abouties pour une recommandation immédiate et réalisable.
- L'équipe de travail analysera également d'autres stratégies possibles pour le financement pérenne et à plus long terme, à savoir, par exemple, la possibilité de recruter de nouveaux bailleurs de fonds parmi les gouvernements, les fondations et le secteur privé ; des partenariats innovants pour améliorer la collaboration entre les principales parties prenantes de la lutte contre le VIH, etc.

Après la présentation, les membres du Bureau ont félicité les coprésidents et les membres de l'équipe de travail pour l'excellent travail qu'ils ont réussi à accomplir dans un délai très court. Ils ont également reconnu que les options proposées par l'équipe de travail sont concrètes, réalistes et réalisables et qu'elles reflètent bien l'urgence des actions requises pour résoudre la crise actuelle de financement de l'ONUSIDA.

Les membres du Bureau ont ensuite soulevé certains points importants du rapport ; le rôle du secteur privé et l'importance de s'assurer que le texte du rapport de l'équipe de travail précise que le Fonds mondial et l'ONUSIDA sont tous deux tout aussi importants et qu'ils doivent se soutenir mutuellement pour garantir une utilisation efficace des fonds disponibles. Ils ont également mentionné le fait que les options encouragent l'augmentation des contributions des principaux bailleurs de fonds, et notamment de ceux qui contribuent le plus au Fonds mondial. Le Bureau a également reconnu que les contributions des membres du CCP représentent un message fort d'engagement envers l'ONUSIDA. Les membres du CCP des pays du Programme devraient toutefois pouvoir contribuer en fonction de leurs capacités financières, et les lettres concernant la mise en place des recommandations devraient souligner ce point. Certains membres se sont également interrogés sur la cause profonde du déséquilibre entre le financement du Fonds mondial et celui du Programme commun ; les mérites du Programme commun ont-ils été suffisamment mentionnés aux pays contributeurs ? À noter à ce sujet que nous sommes dans un contexte où plusieurs organisations internationales demandent des contributions supplémentaires aux États membres. Ces membres ont expliqué qu'il serait important de s'attaquer à la cause profonde de ce déséquilibre pour résoudre le problème de financement du Programme commun sur le long terme.

Certains membres ont mis en garde sur la recommandation destinée à travailler sur les fluctuations monétaires ; l'approche est-elle réalisable sur le long terme ? Certains membres ont également demandé s'il était viable pour certains pays de contribuer au Programme commun à hauteur de 500 000 dollars supplémentaires ou plus.

Les coprésidents ont remercié le Président et les membres du Bureau pour leur approbation des options et des recommandations. Ils ont aussi expliqué l'importance d'approuver ces recommandations comme un ensemble d'options qui permettent d'optimiser les solutions urgentes destinées à combler le déficit de financement de l'UBRAF pour l'exercice 2022-2023. Ils ont mentionné le fait que le problème du déséquilibre du financement entre le Fonds mondial et le Programme commun peut être dû à une attention insuffisante portée à l'importance du Programme commun par rapport au Fonds mondial, et qu'il s'agit d'une cause profonde du déséquilibre qui doit être traitée sur le long terme.

À propos de la demande d'augmentation des contributions des membres bailleurs de fonds du CCP et des autres États membres actuels du CCP, les coprésidents ont affirmé qu'il était possible que les pays ne soient pas en mesure d'augmenter leur contribution, mais qu'il fallait souligner l'importance du Programme commun dans le contexte actuel du VIH et qu'il était tout

de même important de demander une augmentation des contributions, quels que soient les résultats finaux des considérations des États membres.

Ils ont également précisé que l'équipe de travail avait abordé le thème de l'engagement du secteur privé, mais que compte tenu du dernier partenariat en cours initié par le Secrétariat de l'ONUSIDA, l'équipe de travail traitera ce thème dans la deuxième phase de son travail sur le financement pérenne de l'UBRAF.

Les coprésidents ont ensuite ajouté que l'équipe de travail traitera de la situation du financement pérenne de l'ONUSIDA et de la Stratégie de mobilisation des ressources qui est en cours d'élaboration, que ces deux thèmes seront abordés pendant le Dialogue stratégique sur le financement qui se tiendra en octobre 2022 et que l'équipe de travail tiendra deux réunions hybrides, afin d'approfondir cette question et les solutions possibles à long terme pour faire face à la crise de financement de l'ONUSIDA.

Les membres du Bureau ont remercié les coprésidents et l'équipe de travail pour leur excellent travail et les résultats obtenus dans un délai très court. Ils ont convenu que les trois recommandations/options proposées pour faire face aux difficultés actuelles de financement de l'ONUSIDA étaient pertinentes et devaient être mises en place au plus vite.

2. Examen et finalisation des options/recommandations de l'équipe de travail informelle multipartite sur la situation du financement de l'ONUSIDA

Le Président a ouvert la discussion sur la finalisation des recommandations et des options pour la situation actuelle du financement de l'ONUSIDA, tel qu'elles ont été présentées par les coprésidents, et a demandé au Bureau sa contribution et ses commentaires sur lesdites recommandations et options.

Les membres du Bureau ont approuvé les trois recommandations/options proposées pour faire face aux difficultés actuelles de financement de l'ONUSIDA et ont demandé à ce que ces options soient qualifiées par le Bureau de recommandations et non d'options dans le rapport qui sera soumis au CCP. Enfin, les membres du Bureau ont demandé au Secrétariat l'élaboration d'un plan d'action urgent pour les trois recommandations et le lancement de ce plan dans les plus brefs délais.

3. Questions diverses

Aucune autre question n'a été posée.

[Annexes à suivre]

Annexe 1 : Rapport destiné au Bureau du CCP sur les recommandations et les options formulées par l'équipe de travail informelle multipartite pour résoudre la crise actuelle de financement de l'ONUSIDA (exercice 2022-2023)

Introduction

1. L'équipe de travail informelle multipartite, responsable d'adresser des recommandations sur la situation actuelle et à court terme du financement de l'ONUSIDA au Bureau soumet ce premier rapport concernant sa mission. Conformément au [point de décision 6.7 du CCP](#) et au [mandat](#) de l'équipe de travail, ce premier rapport propose des options qui permettront de résoudre la crise actuelle de financement de l'ONUSIDA pour l'exercice 2022-2023.

Contexte

2. Le Programme commun de l'Organisation des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) fait face à un grave déficit de son financement opérationnel (UBRAF [Unified Budget, Results and Accountability Framework, cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités]). Le montant du financement complet de l'UBRAF devrait atteindre les 210 millions de dollars pour l'année 2022. Au 1er juin 2022, les contributions attendues pour l'année ne devraient s'élever qu'à hauteur de 162 millions de dollars. Ce montant est dû à plusieurs facteurs et reflète les tendances de financement à plus long terme qui ont laissé l'UBRAF nettement sous-financé pendant plusieurs années. Ces déficits ont freiné les opérations du Programme commun et, plus récemment encore, ont empêché le Secrétariat d'assurer le financement complet aux coparrainants pour leur allocation annuelle de base de 2 millions de dollars. Ces mêmes déficits de financement sont également liés aux lourdes contraintes financières du Secrétariat. En effet, le Secrétariat est en train de procéder à un remaniement de son personnel et de ses opérations pour s'aligner sur la nouvelle Stratégie mondiale et réduire les coûts de fonctionnement.
3. Le Conseil de coordination du Programme (CCP) de l'ONUSIDA, lors de sa 50e réunion qui a eu lieu en juin 2022, a pris note de la situation alarmante du financement du Programme commun et a réitéré ses engagements envers le travail de l'ONUSIDA. Le CCP a demandé au Bureau de convoquer en urgence une équipe de travail informelle composée de membres du CCP, d'observateurs, de coparrainants, de la délégation des ONG du CCP et d'autres parties prenantes, afin d'étudier les options permettant de résoudre la crise actuelle du financement de l'ONUSIDA. Le CCP a demandé au Bureau de lui rendre compte par voie électronique avant le 30 juillet 2022 des résultats et des recommandations de ces discussions. Le CCP a également demandé au Bureau d'utiliser l'équipe de travail informelle multipartite pour élaborer des recommandations, avant le Dialogue structuré sur le financement de l'ONUSIDA qui aura lieu à la fin du mois d'octobre 2022, et pour les soumettre à l'examen du CCP lors de sa réunion de décembre 2022, en vue d'un financement pérenne du Programme conjoint basé sur des contributions volontaires.
4. À l'aide des dernières expériences du Secrétariat en matière de création de groupes de travail, le [Bureau du CCP de l'ONUSIDA \(28 juin 2022\)](#) | ONUSIDA a élaboré des termes de référence et a lancé un appel à candidatures auprès des différents constituants et des partenaires externes possédant une expertise et une expérience en matière de collecte de fonds. A la suite de cet appel à candidatures, le Bureau ([Bureau du CCP de l'ONUSIDA, 8 juillet 2022 | ONUSIDA](#)) a sélectionné 18 membres pour constituer une équipe de travail informelle multipartite équilibrée et diversifiée (zones géographiques, genre). ([Biographies des membres de l'équipe de travail](#))
5. À ce jour, l'équipe de travail a tenu deux réunions virtuelles ; la première a eu lieu le 15 juillet 2022 et la seconde a eu lieu le 21 juillet 2022 (les liens vers les rapports de ces réunions seront ajoutés). Au cours de la première réunion, l'équipe de travail a élu le Dr Mohamed

Chakroun (Tunisie) et Mme Julia Martin (États-Unis) comme coprésidents de l'équipe. L'équipe de travail a approuvé ses [méthodes de travail](#).

Présentation des options destinées à résoudre la crise actuelle du financement du Programme commun

6. Au cours de ses deux réunions, l'équipe de travail a analysé en détail la situation actuelle du financement de l'ONUSIDA, et notamment les graves répercussions de cette crise sur la réponse au VIH au sens large ; une incapacité à financer intégralement l'UBRAF 2022-2026 de l'ONUSIDA. L'équipe de travail a donc examiné toute une série d'options de mobilisation des ressources pour le Programme conjoint. L'équipe de travail a classé les options approuvées comme suit : les options à court terme et les options à long terme. Conformément au point de décision 6.7 du CCP et aux termes de référence de l'équipe de travail, le présent rapport présente les options de mobilisation des ressources approuvées par l'équipe de travail et qui justifient une action immédiate pour résoudre la crise de financement à court terme du Programme conjoint, et en particulier pour aider à combler le déficit de financement de l'UBRAF.

Option 1 : *il faut travailler sur les répercussions des fluctuations monétaires sur le financement du Programme commun.*

7. Le Secrétariat a informé l'équipe de travail que les récentes fluctuations monétaires avaient entraîné une perte de 12 millions de dollars (US) pour l'ONUSIDA. Il est possible de travailler sur ces fluctuations monétaires à l'aide d'accords pluriannuels. Malheureusement, peu de bailleurs de fonds ont mis en place ce type d'accords en 2022. L'équipe de travail a approuvé deux options pour travailler sur ces fluctuations monétaires :

Option 1.1 : *Les gouvernements sont priés d'augmenter leurs engagements de financement prévus pour 2022 et 2023 en faveur du Programme conjoint avec des fonds équivalents à la perte de fonds résultant de la variation importante du taux de change (sous forme d'estimation ou de chiffres réels à la fin de l'exercice).*

Option 1.2 : *Les bailleurs de fonds de l'ONUSIDA sont priés d'envisager l'utilisation d'un protocole d'accord avec des taux de change préférentiels (déterminés par le bailleur de fonds) dans le cadre du Programme conjoint.*

8. Il a été convenu que le Secrétariat préparera une lettre pour le 29 juillet demandant aux bailleurs de fonds dont les contributions ont été affectées de manière négative par les fluctuations monétaires de compenser la baisse de la valeur en dollars américains de leurs contributions. Il a également été convenu que les Pays-Bas et les États-Unis allaient travailler avec le Secrétariat pour programmer des appels avec ces bailleurs de fonds, afin de les encourager à agir sur les répercussions de ces fluctuations monétaires.

Option 2 : *Encourager le co-investissement dans le Fonds mondial et le Programme conjoint.*

9. Les membres de l'équipe de travail ont reconnu que l'ONUSIDA joue un rôle essentiel dans le soutien du Fonds mondial et des activités menées tout au long du cycle de subvention. Il s'agit notamment de la création de voies pour un engagement significatif avec les communautés, de l'élaboration de demandes de financement et du soutien à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation. L'équipe de travail a souligné que 8 à 10 pays contribuent activement au financement du Fonds mondial, mais peu au financement du Programme conjoint. L'ONUSIDA ne reçoit actuellement aucun fond opérationnel de la part du Fonds mondial. En revanche, l'ONUSIDA reçoit un financement catalytique pour assurer différents appuis techniques dans le cadre des initiatives stratégiques du Fonds mondial. L'équipe de travail a approuvé deux

options de mobilisation des ressources liées au co-investissement du Fonds mondial et du Programme conjoint à mettre en place immédiatement.

Option 2.1 : *Encourager les annonces simultanées de Co-investissement au Programme conjoint et au Fonds mondial*

10. L'équipe de travail recommande au Programme commun de demander aux pays d'annoncer leur soutien au Programme commun en même temps qu'ils annoncent leur contribution/engagement au Fonds mondial. Les annonces simultanées vont permettre d'augmenter la visibilité du travail du Programme commun lors de la septième reconstitution des ressources du Fonds mondial (les 19 et 21 septembre), lorsque la réponse au VIH sera à nouveau sous les projecteurs. Elles permettront également de rappeler aux parties prenantes qu'un Programme commun sain et entièrement financé est essentiel au succès du Fonds mondial. Les pays sont en train de prendre des décisions sur les contributions au Fonds mondial pour la septième reconstitution des ressources ; c'est le moment idéal pour mettre en place cette option. Une double annonce lors de la conférence de reconstitution des ressources pourrait être ; une nouvelle annonce sur le financement du Programme commun ou un rappel et une valorisation de l'engagement financier déjà pris pour l'année 2022. Dans les deux cas, une annonce permettra de donner de la visibilité au lien entre le Fonds mondial et l'ONUSIDA.

Option 2.2 : *Prendre des mesures immédiates pour encourager des contributions équilibrées au Fonds mondial et au Programme commun.*

11. L'équipe de travail a convenu que la définition de la proportionnalité entre les contributions versées au Fonds mondial et au Programme conjoint nécessite une étude continue et approfondie de la part de l'équipe de travail. Toutefois, des mesures spécifiques sont nécessaires pour mobiliser des financements de la part des bailleurs de fonds qui contribuent de manière active au Fonds mondial, mais peu à l'ONUSIDA. L'équipe de travail recommande de s'adresser immédiatement aux pays qui apportent un soutien important au Fonds mondial, mais un soutien moindre au Programme conjoint et de demander à chacun de ces bailleurs de fonds de l'ONUSIDA un financement immédiat supplémentaire de 3 millions de dollars dans le cadre de l'UBRAF de l'ONUSIDA. L'objectif étant d'aider à résoudre la crise actuelle de financement de l'ONUSIDA.
12. Remarque : L'objectif à plus long terme consisterait à déterminer les niveaux optimaux de financement de l'ONUSIDA sur la base des deux éventuelles approches : comparer les contributions de fonds opérationnels à l'ONUSIDA et au Fonds mondial ; ou comparer le pourcentage de financement de l'UBRAF de chaque bailleur de fonds en utilisant comme référence sa part de contributions obligatoires à l'Organisation mondiale de la santé. Ces travaux se poursuivront en septembre/octobre 2022.
13. Il a été convenu qu'au point 2.1, le personnel du Fonds mondial et du Secrétariat de l'ONUSIDA identifierait conjointement les éléments suivants : les pays qui n'ont ni annoncé leur contribution au Fonds mondial ni contribué à l'ONUSIDA (possibilité d'une nouvelle annonce conjointe) ; les pays qui ont déjà contribué à l'ONUSIDA, mais qui, lors de la Septième reconstitution des ressources du Fonds mondial, pourraient être invités à présenter leur contribution à l'ONUSIDA lorsqu'ils s'expriment ou font leur annonce au Fonds mondial.
14. Il a été convenu, au point 2.2, de mener des actions immédiates et spécifiques de sensibilisation et de mobilisation des ressources auprès des 8 à 10 bailleurs de fonds, en reconnaissant que ce dialogue pourrait se prolonger au-delà de la date de la Septième reconstitution des ressources.

Option 3 : il faut renforcer la solidarité et l'engagement du CCP.

15. Tous les États membres se sont engagés à respecter la mission et l'objectif du Programme conjoint et ont approuvé l'UBRAF 2022-2026. Les [vingt-deux États membres du CCP](#) ne contribuent pas tous à l'UBRAF. Des développements récents, tels que la Déclaration politique 2021 et la transformation de la culture organisationnelle au sein de l'ONUSIDA, offriront des opportunités pour cultiver de nouveaux bailleurs de fonds et regagner le terrain perdu avec certains bailleurs de fonds plus anciens afin d'aider à combler le déficit de financement de l'UBRAF. À cet égard, l'annonce récente du Royaume-Uni de rétablir une partie du financement de l'ONUSIDA qui avait été précédemment réduit est une nouvelle promesse. L'équipe de travail profite de cet élan pour approuver deux options de financement spécifiques.

Option 3.1 : *Demander à chacun des 11 États membres du CCP, bailleur de fonds¹ (2022) d'augmenter son engagement volontaire en faveur de l'UBRAF du programme conjoint.*

16. Si chacun des 11 États membres actuels du CCP et bailleur de fonds augmentait sa contribution à l'ONUSIDA de 1 million de dollars (US), un financement supplémentaire de 11 millions de dollars (US) serait généré pour aider à combler le déficit de financement de l'UBRAF. Remarque : Les 11 pays seront croisés avec les pays identifiés au point 2.2 (bailleurs de fonds du Fonds mondial) et une seule demande de ressources supplémentaires sera faite.

Option 3.2 : *Pour les 11 autres États membres actuels du CCP² : les membres du CCP qualifiés de pays à faible revenu³ et de pays à revenu faible et intermédiaire⁴ sont priés de contribuer à hauteur de 500 000 de dollars (US) au Programme conjoint et ceux qui sont des pays à revenu moyen supérieur⁵ et pays à revenu élevé sont priés de contribuer à hauteur de 1 million (US) au Programme conjoint.*

17. Le Secrétariat prévoit que le renforcement de la mobilisation des ressources auprès des pays du Programme pourrait générer 3 millions de dollars pour atténuer la crise actuelle de financement en aidant à combler le déficit de financement de l'UBRAF.
18. Pour concrétiser et mettre en place les options 3.1 et 3.2, l'équipe de travail a demandé au Secrétariat de produire deux séries de lettres. La première série sera adressée aux membres du CCP bailleurs de fonds et aux membres du CCP qualifiés de pays à revenu moyen supérieur et de pays à revenu élevé, et demandera à chacun une augmentation de leur contribution/une première contribution d'au moins 1 million de dollars (US) au Programme conjoint. L'autre série sera adressée aux pays du Programme qualifiés de pays à revenu intermédiaire faible et leur demandera de contribuer à hauteur de 500 000 dollars (US) au Programme conjoint. Les coprésidents de l'équipe de travail travailleront ensuite avec le Secrétariat pour programmer des appels avec les pays (y compris avec plusieurs pays en même temps, le cas échéant). Ces appels permettront de faire les demandes aux parties concernées.

¹ Allemagne, Canada, Chine, États-Unis, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Russie, Suisse, Thaïlande.

² Biélorussie, Botswana, Cameroun, Côte d'Ivoire, El Salvador, Guyane, Inde, Iran (République islamique), Kenya, République dominicaine, Tunisie.

³ Voir la Banque mondiale [World Bank Country and Lending Groups – World Bank Data Help Desk](#)

⁴ Remarque : Aucun des membres actuels du CCP ne fait partie de la catégorie LIC, les pays LMIC qui sont membres du CCP sont le Cameroun, la Côte d'Ivoire, El Salvador, l'Inde, l'Iran, le Kenya et la Tunisie.

⁵ Remarque : Les membres du CCP qualifiés comme UMIC sont la Biélorussie, le Botswana, la Guyane, la République dominicaine, la Russie et la Thaïlande.

Autres travaux prévus par l'équipe de travail

19. L'équipe de travail tiendra deux réunions hybrides supplémentaires à l'automne, afin d'élaborer des recommandations pour la durabilité à plus long terme du Programme conjoint avant le Dialogue structuré sur le financement de l'ONUSIDA qui aura lieu au mois d'octobre. L'équipe de travail continuera à discuter des différentes options abordées lors des deux premières réunions qui ont été jugées prometteuses, mais pas assez abouties pour une recommandation immédiate et réalisable. Il s'agit notamment de diverses propositions visant à transférer un financement plus important au Programme conjoint en réponse à l'appui technique essentiel qu'il fournit aux programmes du Fonds mondial, de réflexions visant à ce que le Fonds mondial agisse en tant que « garant » d'un UBRAF entièrement financé, et de diverses options visant à augmenter les engagements de financement de l'ONUSIDA par les pays du Programme. L'équipe de travail analysera également d'autres stratégies envisageables pour le financement pérenne et à plus long terme, à savoir, par exemple, la possibilité de recruter de nouveaux bailleurs de fonds parmi les gouvernements, les fondations et le secteur privé ; des partenariats innovants pour améliorer la collaboration entre les principales parties prenantes de la lutte contre le VIH ; la justification des investissements, notamment par des propositions de valeur convaincantes ; l'engagement avec les coparrainants pour explorer la possibilité de transférer leurs ressources internes vers le financement de l'UBRAF ; des approches conjointes pour la mobilisation des ressources parmi les membres du CCP et exploiter pleinement la voix des ambassadeurs, des célébrités et des personnes influentes de l'ONUSIDA ; et assurer une communication opportune et de qualité sur le rendement des investissements de l'ONUSIDA.

[Fin du document]